

La psychologie en Tunisie postrévolutionnaire : éléments d'histoire, état des lieux et perspectives

Meriem Mokdad Zmitri

DANS **LE JOURNAL DES PSYCHOLOGUES** 2021/7 (N° 389), PAGES 16 À 21
ÉDITIONS **MARTIN MÉDIA**

ISSN 0752-501X

DOI 10.3917/jdp.389.0016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2021-7-page-16.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Martin Média.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Meriem
Mokdad Zmitri

Docteure en
psychologie clinique et
psychopathologie

Enseignante-
chercheuse

Département de
psychologie, université
de Tunis

Présidente de la
Société tunisienne de
psychologie (STP)

Membre de l'Association
internationale
de psychanalyse de
couple et de famille
(AIPCF)

La psychologie en Tunisie

éléments d'histoire, état des lieux et

Le climat postrévolutionnaire de la Tunisie, exacerbé par des mutations profondes de la société, aurait pu permettre aux psychologues que se déploie leur savoir-faire consolidant ainsi leur identité professionnelle. L'auteure explique comment l'indifférence des autorités décisionnaires, les lacunes dans l'accompagnement des jeunes psychologues diplômés, la persistance d'une théorie désuète au détriment d'une expérience de terrain, pérennisent le manque de reconnaissance de la discipline et du statut de psychologue.

Dans l'absolu, on s'attend à ce que les psychologues aient une place de choix et contribuent activement à l'accompagnement d'une nation dont les mutations vertigineuses sociales et politiques affectent la santé psychologique des personnes ayant à composer avec un inédit parfois traumatique. Le contexte tunisien postrévolutionnaire correspond bel et bien à cette description. Pourtant, les psychologues peinent à y trouver leur place et à faire valoir la spécificité et la plus-value potentielle de leur intervention. La vulnérabilité de leur identité professionnelle est, sans nul doute, multifactorielle : l'insensibilité à leur situation des gouvernements qui se succèdent à un rythme saccadé, une grande « inégalité des chances » dans les rôles et places où les situent les institutions qui les recrutent, l'absence d'« espaces transitionnels » entre les mondes parallèles que sont l'université qui les forme et les lieux de leurs pratiques. Ce ne sont là que quelques-uns des symptômes d'un mal-être dans la profession bien plus étendu et polymorphe. Notre article s'attellera à en expliciter quelques facettes, afin de tenter de rendre plus intelligibles les enjeux

et défis sous-jacents, mais aussi de dégager quelques perspectives et lignes directrices susceptibles de faire évoluer le *statu quo*. Selon nous, nous gagnerions à établir une connexion plus assumée et activement recherchée du psychologue avec son terrain, même si celui-ci peut rebuter par son « effervescence ». D'autre part, intégrer le prérequis nouveau que les atypismes et émergents de ce terrain en pleine mutation seraient, *a contrario*, les plus intéressants à repérer, à interroger et à conceptualiser. Il s'agit alors de rendre intelligible le processus de subjectivation tout autant que les nouages / dénouages des liens intersubjectifs en référence aux réalités du terrain que caractérisent des restructurations inédites culturelles et sociétales. Un travail de recadrage a intérêt à s'amorcer afin de rétablir chez le psychologue, chercheur comme praticien, l'importance de son terrain comme référence et source de connaissance plutôt que de se laisser enliser dans la facilité d'un « prêt-à-penser » qui transpose « à l'aveugle » des théories psychologiques incompatibles avec la réalité du terrain. Composite, celle-ci affiche une cohabitation coude-à-coude entre un individualisme montant et des repères communautaires en perte d'élan ; s'y ajoutent les effets de la mondialisation et une révolution qui symbolise l'acmé de ces tiraillements. De quoi interpeller de manière inédite la recherche et l'intervention en psychologie, et leur imposer de se réinventer. Pareille démarche viserait alors à œuvrer, idéalement, en lien avec d'autres sciences humaines et sociales (SHS), à instiguer une nouvelle posture épistémologique : celle de la production du savoir, attribut longtemps autocensuré, exclusivement cédé à l'Occident et appesanti en cela par une atmosphère dictatoriale et des séquelles coloniales dans les imaginaires collectifs, scientifiques inclus. La mémoire collective a son inconscient groupal qui se nourrit d'utopie et d'uchronie (Anzieu, 1975) ; c'est dire que les frontières géographiques réelles peuvent ne pas

postrévolutionnaire : perspectives

disposer de pendant représentationnel aussi nettement inscrit dans les psychés. Le « *prêt-à-penser* » en demeure vivace (Achour-Kallel, Mokdad Zmitri, 2011) et son action liberticide est palpable sur les pensées et créativité. Pourtant, elles auraient avantage à se ressourcer dans leur terrain propre et à en valoriser l'expression dans les pratiques et recherches des psychologues. Par ailleurs, il nous paraît important de souligner qu'une telle approche ne peut être synonyme de sympathie avec le paradigme culturaliste, tombé en désuétude et rendu définitivement caduc à l'aire mondialisée. Nous préférons encourager les psychologues à valoriser un terrain qui se connaît et s'exporte, prêt à rejoindre – voire raviver – les dialogues scientifiques dans deux voies prometteuses : interculturelle et transdisciplinaire.

Pour le démontrer, nous construirons un argument mixte reposant sur des éléments d'histoire et un état des lieux qui pointe et questionne plusieurs aspects spécifiques : une identité professionnelle vulnérable, un manifeste mal-être généralisé dans la profession et dans les milieux universitaire, institutionnel et associatif, mais décelant également les ressources et « bonnes pratiques » qui seraient à modéliser. Nous interpellons aussi notre propre parcours professionnel à des moments où il a pu entrer en résonance directe avec le contexte. Ce sont des moments où nous avons pu pratiquer une sorte d'observation participante depuis nos expériences complémentaires de seize années d'enseignement et de recherche à l'université, de dix-huit années d'intervention auprès de familles et couples tunisiens dans un double cadre de recherche et de thérapie et d'actuelle présidente de la Société tunisienne de psychologie. En effet, sur fond politique transitionnel, la multiplication des témoignages fait office de devoir de mémoire et d'antidote aux discours pseudohistoriques dont il est largement connu à quel point les dictatures en usent et abusent.

RETOUR SUR UN CLIMAT PARTICULIER D'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE

La société tunisienne, qui connaît déjà des mutations effrénées, a la tâche complexe de composer avec les effets de la mondialisation. Elle a de surcroît vu advenir une révolution qui a rudement secoué les garants métapsychiques jusque-là opérationnels et qui a bousculé, de l'intérieur cette fois, les repères socioculturels et liens intersubjectifs. Pour rappel, en janvier 2011, la Tunisie initie ce qui sera désigné « Printemps arabe », à travers un soulèvement populaire qui a destitué le régime dictateur en place. L'État s'est alors trouvé impliqué dans une transition démocratique que le peuple a instiguée. Bon gré, mal gré, la transition se poursuit encore aujourd'hui avec un parcours mitigé, ponctué de réussites et d'embûches. Si la nation a relativement su résilier et se préserver des risques de violences extrêmes, comme il y en a eu dans d'autres pays arabes, force est de constater qu'une cadence jonchée d'arythmies est difficile à tenir tant sur le plan social que psychologique. Le climat psychologique est en situation de survie, à l'instar d'un contexte sociopolitique empreint d'instabilité, de précarité, plus récemment de crise sanitaire. Des conjonctures qui aggravent une crise économique qui fait passer au rang du luxe l'équilibre et le bien-être psychologiques des personnes et des groupes (autant les couples, les familles que les institutions).

Au sein de ce contexte, une vue panoramique des pratiques et postures professionnelles des psychologues laisse apparaître, malgré une forte instabilité, la constante intrication, sûrement inévitable et nécessaire, avec les profondes et vertigineuses mutations sociopolitiques. Il nous semble que c'est un constat à affirmer et qu'il peut se montrer salvateur pour le corps des psychologues, en ce sens qu'il valorise leur expérience et défend ouvertement une évidence : la nécessité d'implication du psychologue comme acteur de changement social. →

→ UNE IDENTITÉ PROFESSIONNELLE « SYMPTOMATIQUE »

Si l'on s'accorde sur le fait qu'une identité professionnelle se forge au croisement de la réglementation par l'État et ses lois de l'exercice d'une profession et de sa représentation, son « incarnation », par chacun des professionnels qui y sont formés et l'exercent, on comprend mieux pourquoi l'identité professionnelle pose un sérieux problème aux psychologues en Tunisie : le statut datant de 1992¹, se rapportant aux psychologues des établissements publics et leurs homologues de libre pratique, n'a pas été actualisé depuis, malgré l'adoption du nouveau système universitaire LMD (licence-master-doctorat). Ce déphasage contribue, pour une grande part, à la confusion entre l'ancienne et la nouvelle diplomation menant au recrutement de licenciés en psychologie (trois années après le baccalauréat) dans des postes de psychologue, y compris et majoritairement par des institutions de l'État. L'exercice en libre pratique échappe à cette anomalie, du fait que la commission d'octroi des autorisations de cette libre pratique exige la détention d'un master professionnel et de deux années d'expérience clinique dans un texte de loi dédié, comme le rappelle Nedra Ben Smaïl (2012).

Le statut est loin d'être le seul « tendon d'Achille » des psychologues tunisiens : le code de déontologie des psychologues attend, depuis des années, l'approbation des autorités ; un projet de conseil de l'ordre préparé et déposé par la Société tunisienne de psychologie depuis 2008, relancé en 2019, comme la demande d'obtention du statut hospitalo-universitaire, sont des démarches restées à ce jour sans suite.

En l'absence de ces « garde-fous » de l'exercice de la profession, l'identité professionnelle est fragilisée et confuse, se lénifiant ou s'intensifiant tour à tour, au gré de conjonctures et de bricolages. Par exemple, en l'absence d'un conseil de l'ordre, la Société tunisienne de psychologie (STP), société savante par définition, est souvent sollicitée par les psychologues praticiens et les universitaires dans la supervision de l'exercice de la profession et de son éthique. Son rôle est pourtant symbolique, elle dénonce et alerte, mais n'a aucune prérogative juridique comme en aurait détenu un conseil de l'ordre apte à radier tout exerçant illégal.

« *Quand l'identité s'enfuit, l'effraction surgit*². » Le corps des psychologues en est, en effet, lénifié, divisé et conflictualisé et n'échappe souvent pas à la reproduction au sein de ses sphères de cette violence subie à travers le dénigrement et l'indifférence des décideurs. Effet boule de neige oblige, l'identité professionnelle des psychologues est

loin d'être affectée seulement par les défaillances et dysfonctionnements de la réglementation de la profession, nous la disons multidéterminée, même si l'interinfluence est inévitable. Nedra Ben Smaïl (2013) fait un tour d'horizon fidèle du cercle vicieux dans lequel les psychologues se trouvent enfermés depuis des années : « *Ils n'ont pas véritablement trouvé leur place dans le système de santé. Déconsidérés par le pouvoir médical, leur rôle est souvent méconnu par le reste des institutions ; ils sont pourtant des dizaines qui, chaque année, sortent diplômés de l'université [...]. Une fois le cursus universitaire achevé, le psychologue jeune diplômé est livré à lui-même et se trouve démuné face à la prise en charge psychothérapeutique [...]. N'étant pas en mesure de défendre un travail satisfaisant, les psychologues ont un sentiment unanime d'insatisfaction professionnelle.* »

LA PSYCHOLOGIE À L'UNIVERSITÉ

Une licence de psychologie est créée en Tunisie en 1964 à l'université de Tunis pour être remplacée en 1968 par une licence des sciences de l'éducation (Ben Rejeb, 2010). En 1966-1967, une maîtrise de psychologie (Ben Rejeb, *ibid.*) est établie et un département indépendant naît en 1982³. Il restera unique en Tunisie jusqu'en 1999⁴, date à laquelle se crée un nouveau département de psychologie, géographiquement voisin, issu d'une volonté de procéder différemment de la faculté-mère, notamment du point de vue de son obédience psychanalytique affichée. Cependant, ladite « scission » est également l'aboutissement de tensions relationnelles qui fomentaient dans l'équipe et qui ont continué à empêcher dans un premier temps les deux départements, aîné et nouveau-né, d'envisager des collaborations. L'année universitaire 2008-2009 marque l'intégration du système LMD. L'année 2019-2020 révèle le lancement, par le ministère de l'Enseignement supérieur, de son programme de réhabilitation des licences. C'est alors l'occasion, pour les enseignants des deux départements de la nouvelle génération, de collaborer dans l'objectif d'homogénéiser leurs plaquettes d'enseignement et d'améliorer la qualité de la formation. Mais tout le corps de la profession est scandalisé de découvrir que le ministère de l'Enseignement supérieur a pour projet d'unifier la licence de psychologie avec d'autres, au sein d'un tronc commun intitulé « Sciences psychologiques et éducatives ». À un moment où les ambitions allaient vers une réglementation de la profession selon les standards internationaux, ce projet tombe comme un coup de massue et est perçu comme une menace sérieuse des acquis anciens. À quoi rime cette régression ? Celle-ci interpelle sérieusement les psychologues, les révolte

et inquiète au sujet de l'avenir de la psychologie en Tunisie : faut-il se consoler à penser qu'il s'agit d'ignorance et de méconnaissance de la profession par les décideurs, corrigible et réversible ? Serait-ce une dictature sous des « habits neufs » qui s'attaque aux académiciens, à la manière de Nicolae Ceaușescu qui avait fermé pendant treize ans la faculté de psychologie en Roumanie ? « À l'époque, en 1993, cette discipline faisait ses premiers pas en Roumanie, car, sous le régime communiste, la faculté de psychologie était fermée. Le régime ne souhaitait pas être contesté par des gens éveillés, capables de penser par eux-mêmes, autonomes et libres » comme en témoigne une psychologue roumaine⁵ ? Les universitaires principalement, mais aussi étudiants et praticiens se sont mobilisés pour y parer. Cependant, l'expérience a eu un impact positif sur le corps des psychologues : face à cette atteinte à leur profession, ils ont su se liguer et unir leurs rangs. Un collectif s'est même formé, dans l'urgence, pour donner plus de poids et de cohésion à l'opposition, réunissant plusieurs corps représentatifs des psychologues : la Société tunisienne de psychologie (STP), l'Association tunisienne pour le développement de la psychanalyse (ATDP), le Laboratoire de psychologie clinique de la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, l'Association de recherches et d'études en psychologie (AREPSY-IC), la Société tunisienne de recherche en thérapie familiale et du couple (STRTF), Psychologues du monde Tunisie (PDM-T), My Sense (association dédiée à la promotion du secteur de la psychologie et de l'intervention psychosociale en Tunisie et à l'étranger) et le Syndicat des psychologues hospitaliers. Les psychologues ont obtenu gain de cause et la licence de psychologie est restée un parcours indépendant. Cela dit, pour avoir pris part à ces rebondissements en tant qu'enseignante-chercheuse et représentante légale de la STP, nous continuons à penser qu'en ayant gardé le *statu quo*, la profession est passée à côté d'une opportunité d'user de son pouvoir scientifique et académique pour imposer un plus grand intérêt et une meilleure considération à l'égard de la formation des psychologues. En menant ce combat « de trop », il y a eu, intentionnellement ou accidentellement, un détournement de l'ambition que portaient les universitaires pour une refonte sérieuse et étudiée du parcours des futurs psychologues. En avoir la possibilité aurait pu changer la donne et déclencher un cercle vertueux : il aurait été, par exemple, plus opportun, et c'est notre opinion, de penser à la solution qu'un Bac + 3 soit non pas un seuil diplômant du parcours – la licence de psychologie est un « diplôme fantôme » qui n'est supposé avoir aucun débouché professionnel en psychologie –,

mais une étape d'orientation, de choix de sa spécialité. Ainsi, le futur psychologue suit, en enchaînant directement deux années de master, un seul et unique parcours de cinq années destinées à décrocher le titre de psychologue. Une autre nouveauté serait intéressante à mentionner. L'enseignement de la psychologie s'est toujours fait en français au département de psychologie, intégrant un cours d'anglais pour encourager les étudiants à lire dans cette langue et se tenir à la page de ce qui a cours à l'international. Conscientes des difficultés que rencontrent des psychologues francophones à s'exprimer dans la pratique professionnelle quotidienne au milieu d'un parler tunisien, nous sommes une poignée d'enseignantes-chercheuses à avoir plaidé l'inclusion, dans la maquette réhabilitée, d'un module de « Tunisien pour psychologues ». Nous avons pris à notre charge de l'assurer, depuis deux années maintenant, et mettons actuellement en place un projet de réalisation d'un dictionnaire de la langue tunisienne à l'usage des psychologues. Une entreprise qui enthousiasme nombre de collègues et d'étudiants « enfants de la révolution », ravis d'y entrevoir une compatibilité, dans l'absolu, entre le tunisien (marque d'une tunisianité qu'ils revendiquent) et le savoir scientifique. Ces pistes de penser au-delà d'une pédagogie participative, qui porte et transmet la posture épistémologique de production et de rencontre, et non d'une passive consommation de savoirs et théories venus d'ailleurs, méritent notre attention.

PLACE ET RÔLE DES ASSOCIATIONS, CES « ESPACES TRANSITIONNELS »

Nedra Ben Smaïl (2013) soulignait à quel point un psychologue tunisien fraîchement diplômé, manquant d'outils en phase avec son terrain, de suivi, de supervision, pouvait se trouver « livré à lui-même ». Cette lacune, incombant majoritairement à une université qui n'offre aucune forme de soutien à la professionnalisation au-delà de la formation initiale (programmes de formation continue, →

Notes

1. La loi n° 9273 du 3 août 1992, relative à l'exercice de la profession du psychologue de libre pratique, *JORT (Journal officiel de la République tunisienne)* du 04.08.1992.
2. Expression empruntée à Catherine Fourques (2013), laquelle nous paraît valable ici, même si utilisée dans un autre contexte par l'auteure.
3. <http://www.fshst.rnu.tn/pr%C3%A9sentation-du-d%C3%A9partement-2>
4. <http://www.issht.rnu.tn/ISSHT/fr/presentation/decouverte.htm>
5. Repéré sur <http://psycogitatio.fr/etre-psy-en-roumanie/>

→ du par exemple, etc.), est aujourd'hui compensée par quelques associations actives jouant le rôle d'« espaces transitionnels ». En effet, elles se révèlent attractives pour les jeunes psychologues, leur viennent en aide dans ce parcours du combattant qui les attend dans les institutions.

La Société tunisienne de psychologie : savoir scientifique ou actions de terrain ?

Dans l'histoire tunisienne de la psychologie, la STP a longtemps symbolisé le mouvement associatif qui représentait les psychologues enseignants-chercheurs d'abord, rejoints par des praticiens ensuite. L'association a vu le jour en 1957 et son ancienneté est une source de fierté pour les psychologues tunisiens.

Il nous faut mentionner qu'il s'agit d'une fierté profondément ancrée et consolidée par une époque historique « glorieuse » :

fraîche indépendance acquise le 20 mars 1956, « fièvre » de tunisification des institutions avec des lois progressistes, Code du statut personnel qui révolutionne les droits des femmes en tête de peloton, guerre menée à l'analphabétisme, etc. Si la STP conserve aujourd'hui une place dans le nouveau paysage associatif postrévolutionnaire, elle le tient essentiellement d'une fonction symbolique : celle de « garde-fou », de « fédérateur », d'« icône », utile davantage comme une référence témoignant de l'ancienneté de la psychologie en Tunisie et jouant, de ce fait, le rôle d'un ciment « rare » pour une identité professionnelle en crise. En revanche, sa réalité souffre d'un déclin de l'intérêt et de l'engagement des psychologues. Avec très peu de moyens en sa possession, elle peine à réunir les psychologues autour de formations et d'activités régulières qui auraient pu remplir ce rôle d'organisateur et de fédérateur groupal que le psychanalyste argentin Enrique Pichon-Rivière attribue à la « tâche » (Jaitin, 2002). Aussi, par le fait même de constituer une société savante, la STP s'est retrouvée pénalisée dans un contexte postrévolutionnaire demandeur d'actions concrètes et urgentes pour faire face à la précarité, la montée du terrorisme et de la criminalité, la dénonciation, une liberté d'expression de plus en plus affirmée, des agressions sexuelles sur les femmes et les enfants, auparavant tabouisées et tues, etc. Cette sorte d'« inutilité » imposée par un contexte vertigineux qui se soucie de la rapidité de l'action et de l'intervention au détriment de la recherche pure et dure. D'ailleurs, les organismes donateurs ont déserté les milieux scientifiques et ont privilégié le financement de projets et actions opérationnels qui promettaient une plus-value

L'université n'offre aucune forme de soutien à la professionnalisation au-delà de la formation initiale.

immédiate dans un contexte de crise. Cette impuissance et ce vide d'activités au sein de la STP retentissent alors sur l'atmosphère relationnelle. Elles semblent nourrir des charges conflictuelles en permettant l'émergence des blessures de l'histoire de la psychologie en Tunisie : appartenance à tel ou tel département parmi les deux « frères ennemis », au corps enseignant ou à celui des praticiens – cloisonnement renforcé par l'absence de statut hospitalo-universitaire. Toutes les occasions sont bonnes pour exacerber les « narcissismes des petites différences ». Pour autant, la STP a réussi durant ces dernières années, malgré ses contraintes budgétaires et difficultés relationnelles, à fédérer pléthore de profils professionnels de psychologues autour de deux colloques internationaux : un premier coorganisé en 2015 avec la STRTFC sur le thème : « La famille et le couple à l'épreuve des

changements socioculturels et de la mondialisation » et un second, organisé en 2017, traitant d'« Intersubjectivités, violences et mal-être contemporain ». Ces thématiques, en complète phase avec leur contexte de pleine mutation des subjectivités et des liens de groupe, y ont largement contribué. Pour avoir

supervisé de très près l'organisation du second, il nous semble que, pour les psychologues, suffoquant au sein d'un système qui ne les valorise pas et leur fait courir le risque de déperdition de leur identité professionnelle, le colloque s'est présenté comme une « trêve » qui leur a fait vivre le sentiment partagé d'utilité et d'efficacité citoyennes.

Des cadres associatifs alternatifs axés sur l'action et en osmose avec le climat sociétal

Cela explique justement l'engouement des jeunes psychologues pour des espaces associatifs nouveaux qui répondent adéquatement à leurs besoins : l'aspect « savant » étant perçu comme nettement moins porteur de valeur ajoutée immédiate dans un contexte postrévolutionnaire, fait d'urgences et de priorités, et qui semble favoriser l'action sur la réflexion. Même si ces associations sont de plus en plus nombreuses et diversifiées, nous nous contenterons d'évoquer deux exemples : celui de l'Association de formation à la psychanalyse et d'échanges cliniques (AFPEC) et celui de Psychologues du monde-Tunisie (PDM-T). Elles semblent avoir réussi le pari d'être en phase avec les besoins du terrain et de répondre à la demande des psychologues de bénéficier de supervision, d'analyse

de pratiques et de formations prometteuses, d'élargir leur spectre de compétences en termes de savoir-faire les plus pragmatiques possibles.

L'AFPEC est active dès 2010 et devient officielle en 2012, au lendemain de la révolution comme le rappelle Nedra Ben Smaïl (2013), membre fondateur et actuelle présidente. L'association se veut « *un espace de formation psychanalytique, d'échanges et de recherche clinique qui accompagne les praticiens dans leur prise en charge, orientée par la psychanalyse*⁶ ». De cette volonté double de rester connectée au terrain et de « *penser la société tunisienne* » par le prisme de la psychanalyse naît une association impliquée et active. Celle-ci « *établit des liens étroits de collaboration avec d'autres associations : l'association Beyti pour les femmes sans-abri, l'engagement citoyen, qui œuvre pour une conscientisation citoyenne des droits des femmes, les associations Notre santé d'abord et Nsitni (les oubliés) pour les blessés de la révolution, le Think Tank Tounes 2020 et, enfin, la mise en place de groupe de supervision pour des psychologues qui sont intervenus au camp de réfugiés de Ras El Jedir* » écrit Nedra Ben Smaïl (2013). Ce dernier conclut : « *L'excès de réel que le mouvement révolutionnaire impose, les clivages identitaires, le "retour" du religieux, la nouvelle liberté d'expression, l'efflorescence d'initiatives citoyennes, constituent autant de scènes inédites de discours qui interpellent la psychanalyse et, partant, l'AFPEC.* » Partageant le même souci d'accompagner les psychologues dans les nouvelles sollicitations qui les assaillent depuis la révolution, Psychologues du monde-Tunisie est créée en 2016. Cette initiative découle d'une réflexion engagée dès 2015 au sein de la STP sur la nécessité d'organiser l'intervention psychologique en situation de crise. À la suite des attentats terroristes qui ont touché leurs concitoyens ainsi que des étrangers, les psychologues ont été sollicités pour organiser des cellules de crise. Dès lors, il est devenu inenvisageable de continuer à intervenir dans le tâtonnement et le bricolage. L'idée de bénéficier de l'expertise en la matière de Psychologues du monde aboutit et PDM-T, happée par la multitude des situations d'exception en contexte tunisien, enchaîne, depuis, actions, formations et conventions avec d'autres associations : aide aux personnes privées de recours à une assistance psychologique comme les victimes de torture, LGBTQI (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres), accompagnement de professionnels travaillant dans des conditions difficiles comme le personnel du milieu pénitencier, les défenseurs des droits de l'Homme, etc.

PERSPECTIVES À PARTIR D'UN PARCOURS RÉSONANT

Pour notre part, en côtoyant ce contexte sous l'angle de la psychanalyse groupale et familiale, nous avons progressivement pris conscience de l'importance cruciale d'une contextualisation des pratiques cliniques et de recherche en psychologie. Plus particulièrement, nous découvrons à quel point une psychanalyse intersubjectiviste convenait idéalement à une culture communautariste qui, transitant vers l'individualisme, perdait ses repères traditionnels, car engagés sur les voies de la désuétude. Celle-ci bricole et négocie pour les remplacer dans des mouvements alternatifs ou concomitants de compromis, de conflits non exempts de moments d'exacerbation violente politique et sociale. Notre expérience nous mène ainsi à plaider l'équation porteuse pour l'avenir de la psychologie en Tunisie : celle de la valorisation du terrain, de ses spécificités et révélations inédites, défiant ainsi et interrogeant des réflexes de référenciation théorique qui dénaturent et négligent le contexte. Nous avons désigné par « *Malaise du lit de Procuste* » ces postures souvent inopinées qui malmènent le terrain et le réduisent à ce qui est intelligible pour et par la théorie importée. Nous défendons, à la place, un processus de repositionnement qui promet de mener à une « *rencontre équitable* » permettant au terrain d'exprimer ses particularités et, ainsi, de réinformer la théorie, l'enrichir et la diversifier. De fait, une pratique attentive au terrain nous a permis de recueillir des configurations inédites de liens familiaux transitoires entre la tradition et l'hypermodernité, mais, aussi, de visualiser ces mouvements de transvasion, d'intercontamination, que nous avons désignés par « *Violences gigognes* » (Mokdad Zmitri, 2019) et qui infiltrent les différents espaces de la constitution subjective quand les subjectivités sont en crise et contraintes à muter : espaces intrasubjectif, intersubjectif (du lien) et transsubjectif (de la culture) (Berenstein et Puget, 2008). En contexte tunisien postrévolutionnaire mutant, les pratiques professionnelles des psychologues ont ainsi intérêt à se laisser ajuster et peaufiner au gré des besoins du terrain, des contraintes de l'insitu. C'est à travers cette posture que les nouveaux savoir-faire irrigueront une dynamique de production du savoir théorique et que la pratique psychologique s'affirmera et se consolidera dans un va-et-vient équitable et complémentaire, entre contextualisation et interculturel. ▶

Note

6. <http://afpec-tunisie.over-blog.com/>